



MEMOIRE DE STRATEGIE

* * *

La guerre zéro mort :
concept stratégique réaliste ou utopique ?

* * *

C. E. TAVEL Laurent

MARS 2000

LA GUERRE ZERO MORT : CONCEPT STRATEGIQUE REALISTE OU UTOPIQUE ?

1) LA GUERRE ZERO MORT : CONCEPT STRATEGIQUE REALISTE OU UTOPIQUE ?

2) Chef d'escadron TAVEL, Laurent, gendarmerie nationale, France

3) 15 mars 2000

4) Division D

5) Mémoire de stratégie

6) Le concept de guerre « zéro mort », nouveau type de conflit qui s'entend avec un coût en vies humaines proche de zéro d'abord du côté ami mais aussi du côté ennemi, n'est pas né dans la tête de stratèges en mal de victoires. Lancé par les médias américains avec une large adhésion de son opinion publique, ce principe oscille entre slogan politico-commercial et réalité stratégique. Aujourd'hui, pour gagner une guerre, il faut limiter au minimum les pertes amies et rechercher à soumettre l'ennemi sans viser nécessairement à le détruire.

7) STRATEGIE – GUERRE – ZERO MORT

« REMPORTEZ CENT VICTOIRES EN CENT COMBATS N'EST PAS CE QU'IL Y A DE MIEUX, SOUMETTRE L'ENNEMI SANS COMBATTRE EST CE QU'IL Y A DE MIEUX ».

SUN ZI

Sommaire

<i>Introduction</i>	5
<i>1. Les raisons de l'émergence de ce nouveau concept</i>	6
1.1. Les origines d'ordre historique	6
1.2. Le syndrome vietnamien	7
1.3. Le poids de l'opinion publique	9
1.4. Les considérations d'ordre politique	12
1.5. La course et le recours à la haute technologie	14
1.6. La guerre de l'information	15
<i>2. Les conséquences de ce nouveau concept</i>	16
2.1. La primauté de la puissance aérienne	14
2.2. Le développement des armes non létales	20
2.3. Les conséquences sur les forces armées	22
2.4. Les conséquences sur la politique étrangère	24
2.5. Le recours à une stratégie indirecte	25
<i>3. Les limites du concept "zéro mort"</i>	27
3.1. L'affaiblissement des grandes puissances	27
3.2. Les limites liées à la stratégie aérienne	27
3.3. Les limites liées aux coûts	30
3.4. L'effet "boomerang" du concept zéro mort	31
<i>Conclusion</i>	33
<i>Annexe 1</i>	36
<i>Annexe 2</i>	37

Introduction.

De tout temps, il semblait qu'il n'y avait qu'une seule façon de maîtriser l'ennemi dans la guerre : le détruire. Par les traditions transmises, le savoir-faire, les habitudes et les difficiles remises en cause, les hommes de condition militaire (pour beaucoup d'entre eux encore aujourd'hui), ont toujours pensé que la victoire dans le combat se gagne par la destruction de l'autre. Pourtant, la conduite de la guerre requiert des qualités tout autres que l'art de se battre et de tuer. Des qualités « non agressives » dont, à titre d'exemple, la planification des opérations et la ruse sont peut-être la meilleure représentation. Pour illustrer cette idée, il convient de rappeler que les grandes guerres napoléoniennes, qui vont ravager l'Europe pendant vingt ans et ruiner la France, étaient considérées comme irrationnelles chez les plus grands esprits. Tenter d'identifier les causes de rupture qui expliqueraient la mutation entre un modèle de guerre meurtrière et un concept de guerre zéro mort s'apparente à une tâche particulièrement ardue.

La guerre zéro mort recouvre deux conceptions différentes. Tout d'abord, elle ne concerne que des pays riches dotés d'une panoplie complète de moyens scientifiques et techniques de la puissance militaire. Au premier rang de ces pays se trouvent les Etats-Unis qui ont inventé ce concept sous le poids d'une médiatisation accrue et de l'opinion publique. Pour autant, les autres pays riches occidentaux ne restent pas insensibles à ce concept qui pèse souvent très lourd dans la décision finale d'un engagement militaire. Aussi, la première conception vise dans toute la mesure du possible à réduire à maximum les pertes humaines dans un conflit. Les opinions publiques refusent de plus en plus les interventions armées pour des objectifs un peu lointains, ne menaçant pas directement leur pays, et qu'il est impossible d'engager sans risques de pertes importantes en vies humaines.

La deuxième conception, qui complète la première, se place du côté de l'ennemi. On doit aujourd'hui être capable de gagner une guerre sans faire « trop de dégâts » chez l'ennemi. La récente crise du Kosovo illustre parfaitement bien cette idée que la guerre doit être strictement limitée à des objectifs militaires et que l'on ne doit tuer qu'un minimum d'ennemis.

A l'aune des derniers événements balkaniques, le conflit du Kosovo semble avoir fait la preuve qu'une guerre peut être gagnée uniquement grâce aux moyens aériens et à la maîtrise de l'information. En effet, après sept semaines de frappes, les troupes de la République Fédérale de Yougoslavie se sont retirées sans qu'un seul pilote allié ait perdu la vie en opérations.

Si la guerre est bien la continuation de la politique par d'autres moyens, l'objectif a été atteint dans la mesure où le Kosovo a été libéré, placé sous tutelle internationale et a vu le retour des réfugiés albanais. Avant de parvenir à ce résultat, de nombreux acteurs directs et indirects du conflit étaient convaincus que la libération du Kosovo ne pourrait pas

se gagner sans une intervention terrestre. Dans l'hypothèse d'une attaque au sol, le nombre de tués et de blessés aurait été probablement élevé et aurait sans aucun doute pesé fortement sur l'issue du conflit.

Pour autant, peut-on dire que la guerre du Kosovo préfigure le modèle de conflit futur et consacre le principe de la guerre zéro mort ?

Les réponses à cette question nécessitent au préalable de bien comprendre les raisons de l'émergence de ce nouveau concept. Puis, il conviendra d'analyser quelles peuvent être les conséquences de ce principe dans les domaines stratégique, militaire et de politique étrangère. Enfin, il sera temps d'esquisser une tentative de réponse à la question posée dans le titre de cette étude en abordant les nombreuses limites découlant de ce concept.

1 - Les raisons de l'émergence de ce nouveau concept.

11- Les origines d'ordre historique.

Le souci de l'économie des forces, et partant des pertes de soldats, ne date pas d'aujourd'hui. Louis XI disait qu'il préférerait perdre dix mille écus plutôt que le dernier de ses archers. Pour autant, il ne peut pas être qualifié d'initiateur de ce concept mais plus simplement d'un monarque qui avait compris qu'il n'existait pas de « bonne » guerre et que la vie humaine était le « bien » le plus précieux.

Si l'on remonte bien plus loin dans le temps, on s'aperçoit que le premier grand stratège connu érigeait déjà cette idée comme principe essentiel. Aussi, Sun Zi¹ écrivait déjà :

« Remporter cent victoires en cent combats n'est pas ce qu'il y a de mieux, soumettre l'ennemi sans combattre est ce qu'il y a de mieux ».

Bien sûr, ce principe paraît très éloigné du concept zéro mort version américaine. Pour autant, Sun Zi affiche clairement l'idée qu'une victoire sans combattre, et donc sans pertes humaines, est ce qu'il y a de mieux, ce qui signifie qu'il faut toujours rechercher à soumettre la volonté de l'adversaire par des moyens plus subtils.

¹ Sun Zi, *L'art de la guerre*, Economica, 1995.

Les racines de cette notion d'économie des vies humaines aux Etats-Unis remontent à l'histoire de ce pays. L'armée américaine s'est fortement inspirée des traditions de l'armée britannique dont elle a copié bien des aspects. Or, l'histoire militaire montre que si les Anglais ont toujours excellé dans la défensive ferme², en revanche, dans l'action offensive de grande envergure, « ils manquent d'élán » avait noté le maréchal Juin en Italie. Les effectifs des armées américaines, en dehors des périodes de guerre, étaient faibles au début du XX^e siècle : 67 500 hommes en 1900 pour une population totale de 75 millions d'américains alors qu'à la même époque l'armée française en comptait 580 000 pour 38 millions seulement. Aussi, les officiers de cette armée de métier aux effectifs comptés ont toujours été avares à l'extrême du sang de leurs hommes. L'offensive à tout prix, sans souci des pertes en vies humaines, « *tant qu'il en restera un mon général !* »³, est aux antipodes de la pensée militaire britannique et donc américaine. La conviction qu'il est indigne de ne pas exposer sa vie en affrontant l'ennemi au sens propre du terme, qui peut expliquer pour une bonne part la défaite française de Crécy⁴, ne fait pas partie des principes « historiques » de l'armée américaine qui raisonne davantage en termes d'économies, appliquées aussi bien aux hommes qu'aux moyens.

Bien qu'il ne faille pas nier l'existence d'origines d'ordre historique, l'exemple de la guerre du Vietnam et son cortège de « boys » morts vont constituer un syndrome dans l'opinion publique américaine et provoquer la véritable naissance de ce concept de guerre zéro mort.

12- Le syndrome vietnamien.

La victoire vietnamienne contre les Etats-Unis va secouer profondément la société américaine. La guerre du Viêt-nam fut la première guerre de l'histoire à être couverte par la télévision. Soir après soir, à l'heure où les familles américaines se mettaient à table, le journal télévisé leur montrait toute l'horreur de la guerre moderne. Au milieu du mois d'octobre 1965, un garçon de vingt-deux ans, David Millar, préposé à la soupe populaire dans un organisme de charité géré par les jésuites, brandit son ordre d'incorporation lors

² Waterloo et El-Alamein peuvent être considérées comme des victoires « défensives ».

³ Réponse du chef de corps du 3^e chasseurs d'Afrique au général Marguerite, sur le plateau de Floing en 1870, après qu'il eut reçu l'ordre de repartir à la charge.

⁴ Victoire anglaise, le 26 août 1346, pendant la première décennie de la guerre de cents ans. Edouard III d'Angleterre débarqua au milieu du mois de juillet 1346 dans le Cotentin avec 4 000 fantassins et 10 000 archers. Ses troupes ravagèrent la basse Normandie à l'ouest de la Seine jusqu'à Poissy, aux portes de Paris. Philippe IV de France se porta à sa rencontre avec 12 000 hommes. Edouard III bifurqua alors brusquement vers le Nord-Est et traversa la Seine à Poissy et la Somme en aval d'Abbeville. Il prit position à Crécy-en-Ponthieu où il disposa ses hommes avec les fantassins au centre, la cavalerie à leurs côtés et les archers sur les flancs. Des arbalétriers italiens au service du roi de France partirent les premiers à l'assaut des positions anglaises. Ils furent mis en déroute par les archers anglais et se replièrent en coupant l'axe de la première charge de la cavalerie française. De plus en plus de cavaliers français furent inconsidérément envoyés charger le centre du dispositif anglais. Tandis que celui-ci tint bon, les archers britanniques virevoltèrent vers l'avant, fauchant les charges successives de cavaliers de leurs tirs décochés des deux côtés.

d'une manifestation contre la guerre du Viêt-nam, à Manhattan. « *J'affirme que le bombardement des villages au napalm est immoral*, dit-il en approchant une allumette du papier. *J'espère que mon geste sera compris, alors, allons-y.* ». Et il mit le feu au document. A la fin du mois d'octobre, Millar fut le premier Américain appréhendé aux termes d'une nouvelle loi qui faisait de la destruction d'un ordre d'incorporation un délit fédéral pouvant entraîner jusqu'à cinq ans de prison et une amende de 10 000 dollars. Le 2 novembre de la même année, un quaker du nom de Norman Morrison, trente et un ans et père de trois enfants, s'immola par le feu devant le Pentagone et sous les yeux de sa fille. Ce geste spectaculaire amenait jusque sur le sol américain toute l'horreur de la guerre. En août 1965 à Watts, les émeutes firent 35 morts, 900 blessés et 46 millions de dollars de dégâts.

Les manifestations contre la guerre, surtout sur les campus universitaires, le retour des combattants malheureux et aigris, les articles, les photos publiées par une presse qui profitait, sur le théâtre des opérations, d'une liberté sans contrôle, les récits, les romans, les films qui ont renforcé, prolongé ou réveillé l'émotion, ont imposé un réexamen de la stratégie et une remise en question des comportements habituels. La théorie de la guerre zéro mort va puiser ses racines en Indochine.

Le véritable tournant de cette guerre va se situer le 31 janvier 1968 avec les premières images télévisées de l'offensive du Têt, avec un impact dont aujourd'hui encore on a peine à imaginer l'importance. Il n'est pas exagéré de dire que l'opinion publique américaine fut profondément traumatisée par ces images. De même, l'une des séquences télévisées les plus célèbres et les plus impressionnantes qui furent diffusées en 1968 fut une exécution sommaire d'un suspect viêt-cong récemment capturé.

La vague croissante de contestations, qui va gagner progressivement l'opinion publique, repose sur la nature même du conflit (éloigné, caractère impérialiste de l'intervention, long et ne menaçant pas directement les intérêts américains, ...) et sur sa médiatisation. Les reportages montrant le retour des soldats américains dans des cercueils de plomb favorisent ce mouvement populaire qui refuse d'envoyer ses soldats à la mort. Avec 58 148 tués entre 1961 et 1975⁵, soit moins de la moitié des pertes françaises en Indochine de 1946 à 1954, les pertes américaines ne sont pas considérées comme élevées au regard d'autres conflits contemporains. Les conséquences de cette guerre perdue, ce qui ne s'était encore jamais vu dans l'histoire américaine, vont provoquer un véritable syndrome du fait d'une exploitation démesurée par les médias et le cinéma américain.

Aussi, on comprend plus facilement pourquoi il n'a fallu qu'un camion d'explosifs faisant 243 morts à Beyrouth en 1983 pour que les Etats-Unis quittent le Liban et seulement 29 tués pour qu'ils abandonnent la Somalie. Il semble qu'aux yeux de certains sociologues, il existe désormais un seuil de renoncement des Etats-Unis qui varie entre 30 et 250 morts. Au-delà de ce seuil, la pression de l'opinion publique pourrait amener les autorités du pays à retirer des troupes engagées dans un conflit.

⁵ Source : US Army Center of Military History, Washington D.C.

Le poids de l'opinion publique et la médiatisation accrue due à la couverture photographique et télévisuelle des récents conflits, vont constituer les véritables déclencheurs de ce nouveau concept.

13- Le poids de l'opinion publique et la médiatisation à outrance.

L'origine de ce concept, récemment médiatisé, semble être un trait caractéristique de notre époque et du monde occidental. Dans une société qui exalte le corps et qui réalise chaque jour des progrès dans la médecine repoussant vers des sommets sans limite l'espérance de vie et donnant l'illusion que la mort pourrait être vaincue, le refus de mourir semble être devenu un principe qui domine tous les autres. L'origine judéo-chrétienne de notre civilisation rend l'opinion publique sensible aux déclarations du pape qui met de plus en plus l'accent sur la vie (cf. l'encyclique *Evangelium Vitae* de Jean-Paul II). L'évolution démographique, avec en particulier la maîtrise de la mortalité infantile, rend d'autant plus scandaleuse la disparition d'êtres jeunes et contribue à rendre la mort inacceptable. La guerre zéro mort peut être considérée comme le résultat d'une société médiatique à forte émotivité.

Les Etats-Unis répugnent à recourir au moyen qui peut être décisif, l'action militaire directe, pour régler des conflits intra-étatiques notamment sur le continent africain. La raison principale est l'opinion américaine qui refuse les interventions armées non essentielles à ses yeux et qu'il est impossible d'engager sans risques de pertes en vies humaines.

La peur de la mort s'accompagne d'un refus de la guerre, ou tout au moins des formes de guerres où il y a de nombreux tués ou qui entraînent des souffrances inutiles. Ce refus des guerres coûteuses en vies humaines peut expliquer le recours aux armes non létales et à la technologie de pointe que nous aborderons plus loin.

Les images transmises quotidiennement au cours du conflit dans les Balkans rendent particulièrement vulnérables les opinions publiques des alliés. Ces images ont montré la mort, les souffrances des civils, de réfugiés, de soldats. Elles sont arrivées à l'état brut, en temps réel, images d'autant plus provocantes que l'on croyait pouvoir, grâce à la technologie, en faire disparaître la réalité. L'émotion provoquée par ces images se répercute sur les gouvernements, qui ne peuvent pas ne pas tenir compte de ce que pensent leurs citoyens. Ainsi, elles ont un fort impact politique, soit négatif (« cessons cette intervention meurtrière »), soit positif (« il faut tout faire pour arrêter cela »). Finalement, ces images influencent autant, voire davantage, les responsables politiques que le résultat des opérations militaires proprement dites.

Pour illustrer le poids que peut avoir une opinion publique sur la décision pour un gouvernement d'intervenir ou non dans la résolution d'une crise, on peut à titre d'exemple citer le rapport de l'Assemblée Nationale sur le Kosovo⁶.

En effet, le rapporteur rappelle le massacre par des forces de police serbes de 45 villageois de Raçak qui a eu lieu le 15 janvier 1999 et écrit :

« Les opinions publiques des Etats membres de l'OTAN ont été particulièrement choquées par cet événement, de sorte que l'inaction était désormais injustifiable. ».

Cet exemple concret souligne toute l'importance que prennent aujourd'hui les opinions publiques dans la décision de s'engager ou non, mais aussi dans le choix de l'option stratégique retenue.

En effet, toujours dans le même rapport, il est expliqué que l'Alliance avait envisagé deux options d'action au sol : l'une prévoyait l'entrée en force de 75 000 hommes au Kosovo, l'autre planifiait une entrée de 200 000 hommes en République Fédérale de Yougoslavie à partir de la Hongrie. L'auteur du rapport précise que, dans cette dernière hypothèse, l'impréparation des opinions publiques constitue un sérieux obstacle. Là encore, on mesure tout le poids de l'opinion publique dans la manière de s'engager dans un conflit.

Comme pour la guerre du Golfe, le conflit du Kosovo a été très médiatisé. La presse écrite, les radios et les chaînes de télévision ont traité les évolutions quotidiennes des événements. Internet a également permis la diffusion de nombreuses informations. Les médias se sont révélés être un paramètre stratégique à part entière en raison de leur influence sur l'opinion. L'importance accordée aux médias apparaît très nettement dans l'effort sans précédent que les forces alliées ont déployé dans la communication à destination des opinions publiques. Ainsi, les porte-parole civil et militaire de l'OTAN se sont prêtés au délicat exercice des conférences de presse quotidiennes, expliquant les décisions prises par les autorités politiques et militaires de l'Alliance tout en apportant un éclairage sur le déroulement des opérations. Par ailleurs, le site Internet de l'OTAN apportait également un grand nombre d'informations précises sur le contexte, les forces en présence et le suivi du conflit. Le chef de l'Etat et le gouvernement français ont porté une attention toute particulière à l'adresse des médias et de l'opinion publique⁷. Enfin, les responsables opérationnels ont également participé à l'information de la population et des médias. Ainsi, le CEMA a tenu 7 points de presse et accordé 12 interviews et la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICOD) a diffusé 104 communiqués de presse.

⁶ Commission de la défense nationale, *Kosovo : une guerre d'exceptions*, rapport d'information n° 2022, 15 décembre 1999.

⁷ Le Président de la République est intervenu 6 fois à la télévision ; le Premier ministre a tenu 4 conférences de presse et accordé 2 entretiens télévisés ; le ministre de la Défense a tenu 12 points de presse et accordé 15 interviews télévisées, 11 interviews radios et 12 interviews à la presse écrite, enfin, le ministre des Affaires Etrangères est intervenu par 21 déclarations, 8 interviews télévisées, 18 interviews radios et 11 interviews à la presse écrite. (cf. rapport de la commission de la défense nationale, *op cit*).

Pour souligner une nouvelle fois l'influence de la couverture médiatique sur la conduite des opérations, il convient à nouveau de citer le rapporteur de la commission de la défense nationale qui résume parfaitement cet état de fait :

« L'attention de la mission d'information a été attirée sur le fait que l'opinion publique est devenue « une arme de guerre » à part entière, c'est à dire que l'opinion publique doit être désormais considérée comme un élément essentiel d'une opération militaire. De manière générale, elle est informée a priori et plus à même de former son jugement grâce à des sources d'informations diversifiées, voire contradictoires. Elle joue aussi un rôle important tant au moment du déclenchement de la crise que dans son déroulement car elle peut conforter ou fragiliser les décisions des autorités politiques et militaires. C'est pourquoi l'effet des images est essentiel. ».

La crainte de la réaction de l'opinion publique devant les images de pertes significatives dans les rangs alliés explique vraisemblablement les conditions particulières d'engagement des forces et le refus d'envisager une intervention terrestre. De même, on peut se poser la question du non envoi d'éléments des forces spéciales sur le théâtre, si ce n'est pour éviter tout risque de retournement de l'opinion publique du fait de l'exploitation médiatique de leur possible capture par les forces serbes. Toute image de soldats alliés tués aurait pu nuire à la fermeté de l'opinion en rappelant le fort niveau de risques courus par les militaires de la coalition.

L'attitude des Etats-Unis vis à vis des opérations extérieures dans lesquelles ils engagent leurs troupes, a été infléchie par l'épisode du retrait américain de Somalie en 1993, après que plusieurs *marines* eurent été tués. Aussi, dans le Kosovo, les Etats-Unis ont été les plus farouches défenseurs d'une guerre à pertes limitées. C'est principalement pour cette raison que les hélicoptères Apache n'ont pas été employés, le Pentagone ayant refusé de donner son accord pour leur mise en œuvre, devant la forte probabilité qu'ils soient abattus par les défenses yougoslaves réorganisées précisément à cette fin.

Gouvernements et états-majors sont sous le contrôle constant de l'opinion publique et des médias. En France, l'opinion, avec la loupe médiatique, semble exercer ainsi sur le déroulement d'un conflit le contrôle politique dévolu, par la Constitution, au Parlement, rôle que ce dernier ne peut pas toujours jouer du fait de la solidarité majoritaire. Il est désormais indispensable, lorsqu'on conduit une action militaire, qu'elle soit considérée comme légitime par l'opinion.

A titre d'exemple, le contrôle parlementaire en France sur le déroulement du conflit du Kosovo a fait l'objet de deux critiques, l'une portant sur l'absence de consultation préalable du Parlement avant le déclenchement des frappes aériennes, l'autre relative au suivi des opérations par la représentation nationale. Le premier débat a été seulement engagé deux jours après le début des frappes aériennes et l'avis du Parlement n'a été sollicité qu'a posteriori. De plus, aucun vote n'a eu lieu, alors que la situation s'apparentait bien à une opération de guerre.

Enfin, le Président de la République a la possibilité de communiquer avec le Parlement par des messages écrits qui sont lus et qui ne donnent lieu à aucun débat. Alors que cette faculté avait été utilisée pendant la guerre du Golfe, telle ne fut pas le cas pour la crise du Kosovo. Le Président de la République s'est adressé directement à la Nation à travers des allocutions télévisées, ce qui semble bien souligner le poids de plus en plus important de l'opinion publique.

Ainsi, l'opinion réclame la guerre sans morts, mais en même temps, la pratique de la frappe à distance peut entraîner des morts d'innocents. Et quand ces morts civiles sont connues, la même opinion supporte mal que l'on puisse, en effet, demain être condamné à confondre le civil et le militaire, c'est à dire à frapper des innocents. Dans ces conditions, on comprend qu'il est très difficile de satisfaire une opinion aussi instable et contradictoire.

La prise en compte de l'action psychologique souligne le besoin croissant de donner un sens et une justification à toute opération de guerre. L'opinion publique nationale et internationale doit être convaincue que l'opération menée est légitime. Aussi, avant toute intervention, les efforts d'explication et de justification sont déployés pour faire accepter l'idée à un pays qu'il va prendre des risques, notamment en pertes de vies humaines. Pour être efficace, l'action psychologique doit obligatoirement reposer sur quatre principes :

- le principe de liberté de pensée et d'expression ;
- le principe de véracité des données et informations utilisées ;
- le principe de crédibilité ;
- les éléments chargés de conduire des actions psychologiques doivent enfin respecter un principe de distanciation par rapport à la situation conflictuelle.

L'action psychologique doit également susciter et entretenir la cohésion nationale autour des buts définis et des opérations engagées pour les atteindre. Dans le cas d'une intervention multinationale, il s'agit d'établir et de préserver une vision commune aux opinions publiques des différentes parties prenantes.

14- Les considérations d'ordre politique.

Sur le plan politico-militaire, les Etats-Unis ont lancé l'idée de préservation de l'intégrité du territoire américain, et partant du peuple américain qui l'occupe, dans l'idée de Défense Stratégique (IDS plus connue sous l'expression « guerre des étoiles ») dans les années quatre-vingt. Le principe de ce système reposait sur la mise en œuvre d'un bouclier protégeant le territoire américain en détectant et en détruisant tout missile adverse tiré sur les Etats-Unis. Trop coûteux, le projet fut mis en sommeil puis remplacé par le concept américain de *Nouvel art opérationnel ou opératique* « Revolution in Military Affairs »-

RMA-)qui est né après la fin de la guerre froide et la guerre du Golfe. Moins dispendieux, ce concept affiche la même ambition mais de manière moins démesurée.

Pourquoi parlait-on de nouvel art opérationnel? En réalité, les stratèges du Pentagone pressentaient depuis longtemps les conséquences des nouvelles techniques de l'information et de la communication sur la conduite des opérations. Pour tous les professionnels, le nouvel art opérationnel s'exprimait dans des documents tels que l'Air-Land Battle 2000, surnommé doctrine Rogers, et le FM-100/5, doctrine opérationnelle de l'US Army. Il s'agissait déjà de recourir à des frappes massives d'armes guidées avec précision en vue de détruire les centres névralgiques, préalablement repérés par de multiples capteurs. Ainsi, on semble passer d'un modèle de guerre industrielle à celle de l'information que nous évoquerons en dernier, la guerre industrielle reposant sur le concept de masse (production de masse, destruction en masse, etc.).

« La révolution dans les affaires militaires » semble parfaitement correspondre à cette nouvelle façon de faire la guerre. Il semble que l'on puisse parler d'un tel phénomène « *lorsque l'application de technologies nouvelles aux systèmes militaires se combine à des concepts opérationnels novateurs, l'ensemble s'accompagnant d'une adaptation appropriée de l'organisation* ».

Le premier changement s'applique sur la notion de contact avec l'ennemi. Plutôt que de venir au contact de l'ennemi, il est préférable de le détruire à distance. Ce souci de l'éloignement croissant traduit bien le syndrome de la phobie du contact, le signal de l'angoisse des derniers mètres. Traditionnellement, pour obtenir la précision, il fallait dangereusement se rapprocher. Aujourd'hui, à l'ère de la guerre de l'information, on parvient à s'épargner de cette ancienne nécessité et on résout, avec quel soulagement, le problème du corps à corps. Il devient enfin possible de faire la guerre, et de la gagner, *en restant intact*. La même logique s'applique aux avions qui peuvent tirer efficacement à distance de sécurité (*stand off*). La guerre de demain tendra donc essentiellement à éloigner l'homme du champ de bataille.

L'objectif proclamé du zéro mort, combiné avec le nouvel art opérationnel, correspond très exactement à cette angoisse physique que provoque l'idée de la sensation du corps de « l'autre », des vingt derniers mètres à franchir avant d'entrer au contact. A la fois l'horreur de tuer et l'angoisse de pouvoir l'être, situation dans laquelle « l'autre » se reconnaît comme « le même », comme l'identique à soi. La baï onnette s'enfonce dans la même chair. Les sociétés occidentales ne semblent plus capables de surmonter ces élémentaires vérités physiques. La seule solution semble consister à s'éloigner, à ne penser « l'autre » que comme une cible, abstraite, lointaine, déshumanisée. La bonne cible est celle qui, totalement détruite, n'a plus rien à dire parce que tout simplement, plus personne n'est là pour témoigner. On peut écrire « zéro mort », expression de l'annihilation. Tout l'idéal américain semble se retrouver résumé là: les peuples sont bons. A la guerre, on ne tue qu'un mal abstrait, impersonnel, sous forme de cible. Le massacre de l'ennemi reste une notion abstraite, renforcée par l'incertitude des statistiques contradictoires.

Pourtant, l'évolution des sensibilités occidentales tend à imposer des limites dans la mesure où elles supportent de moins en moins la partie visible de ces massacres, d'autant plus si la coalition occidentale intervient précisément pour faire cesser des massacres de populations civiles. Par le simple effet d'une caméra placée sur les lieux du « massacre », l'opinion publique imposerait rapidement d'épargner des ennemis malgré la volonté criminelle de ses propres dirigeants de les faire mourir.

Aujourd'hui, les autorités politiques hésitent de plus en plus à mettre en danger la vie de leurs soldats si la sécurité du pays n'est pas directement en jeu.

Dans le domaine des victimes civiles lors d'un conflit, il semble que les autorités politiques appliquent de plus en plus la loi du maintien de l'ordre, c'est à dire qu'il n'est pas question au maintien de l'ordre de tirer sur une foule de manifestants. Les exemples du passé, dont le plus récent en France concerne l'affaire Malik Oussékine, montrent les effets désastreux de morts civils lors de manifestations. La même règle semble s'imposer dans une guerre zéro mort où l'opinion publique, et donc les autorités politiques, ne supporte plus la mort de civils étrangers qui apparaissent comme d'innocentes victimes.

15- La course et le recours à la haute technologie.

Le récent conflit du Kosovo peut s'inscrire dans le cadre d'une révolution dans les affaires militaires. La nature de l'art de la guerre au Kosovo s'est trouvée modifiée de manière significative par des innovations technologiques dans trois domaines qui sont étroitement liés à la révolution en cours des technologies de l'information.

Ces trois domaines sont :

- La capacité de localisation, d'identification et de poursuite d'un nombre bien supérieur de cibles adverses, dans un volume beaucoup plus vaste, pendant un laps de temps bien plus étendu et avec une efficacité beaucoup plus grande que dans le passé, tout en ordonnant et distribuant les informations relatives à ces cibles avec une célérité inconnue jusqu'alors. Avec plus ou moins de succès, c'est ce qui a été fait dans la campagne aérienne du Kosovo.
- De nombreux et importants perfectionnements touchant à la portée, à la précision et à l'effet destructeur des munitions classiques. Ces perfectionnements permettent d'engager des cibles multiples à des distances supérieures, dans un volume étendu, avec une probabilité élevée de destruction ou de neutralisation et ce, dans un laps de temps relativement court (le temps devient de plus en plus un facteur essentiel sur les champs de bataille).

- Une évolution rapide des méthodes permettant d'entraîner et d'équiper les forces beaucoup plus efficacement et de façon bien plus rentable que précédemment grâce à des techniques avancées de simulation.

La guerre du Golfe témoignait déjà de la suprématie de la haute technologie qui joua un rôle décisif sur l'issue rapide du conflit (1000 heures de combats aériens et 100 heures de combats terrestres). Toutefois, au cours de la guerre du Golfe, seules 15% des bombes larguées étaient « intelligentes ». Lors du conflit au Kosovo et en Serbie, la quasi-totalité des projectiles étaient guidés soit par laser, soit par un système de positionnement par satellite. Ce dernier a l'avantage d'être moins tributaire des conditions météorologiques que le guidage laser qui peut être perturbé par des nuages ou des fumées. Cette précision est sans doute la clé de la réussite. Elle est d'autant plus remarquable que les bombardements étaient tous effectués à haute altitude (plus de 5000 mètres) afin d'éviter d'exposer avions et pilotes au tir des missiles sol-air.

16 – La guerre de l'information.

Dans la guerre du futur, le soldat de demain mènera avant tout une guerre de l'information. Les premiers « guerriers de l'information » (*les I-warriors*) sont actuellement formés à l'Université de la défense nationale à Washington.

La fantastique rapidité avec laquelle s'accroît la capacité à rassembler, traiter, classer et disséminer l'information vers des cibles de plus en plus nombreuses dans un rayon géographique élargi et à des vitesses difficilement imaginables, détermine cette révolution militaire. Ces capacités étant réversibles, elles peuvent simultanément priver l'adversaire de l'information dont il a besoin. « *Ainsi, l'élément déterminant du succès dans les conflits du futur pourrait de plus en plus résider dans la faculté de créer et d'accroître le décalage d'information entre amis et ennemis* », écrit Andrew Krepinevich, directeur du Centre d'évaluation stratégique et budgétaire du Pentagone, un des théoriciens de la RMA⁸.

Selon Paul-Yvan de Saint-Germain, il estime que, pour les Américains, « *l'ensemble du théâtre d'opérations doit être conçu comme un unique système intégré, innervé par des réseaux d'information de toutes sortes, y compris des réseaux commerciaux et le téléphone public, et aussi par diverses fonctions (observation, feux, logistique...) qui, bien qu'étant différentes, ne peuvent plus être considérées isolément les unes des autres ou réalisées de manière séquentielle*⁹.

⁸ Stratégique, Paris, n° 65, janvier 1997.

⁹ Paul-Yvan de Saint-Germain, « *La prospective de défense* », Perspectives stratégiques, Journal de la Fondation pour les études de défense, n° 33, décembre 1997, Paris.

L'information devient à la fois et simultanément un moyen au service de toutes les forces, un milieu qui déborde largement la sphère militaire et un enjeu.

Concept central de la RMA, *l'information warfare* – la guerre de l'information – se déploie ainsi tous azimuts, pour l'obtention, l'analyse et la diffusion de l'information. Mais elle est surtout la guerre électronique, offensive et défensive (attaque des circuits électroniques de l'adversaire pour les brouiller, les détruire ou en transformer le contenu, protection de ses propres logiciels contre des intrusions ennemies avec le concours des pirates informatiques – *les hackers* – qui sont devenus les nouveaux mercenaires).

La guerre de l'information comprend également la « manœuvre médiatique » par la manipulation programmée des médias, télévisuels en premier lieu. Si les responsables américains ont rapidement pris conscience de l'effet CNN, c'est que, comme nous l'avons déjà écrit, leur opinion publique n'est pas disposée à voir ses enfants mourir sur des théâtres d'opérations lointains dont elle ne comprend pas bien les enjeux.

Maîtriser l'information permet d'accéder à une certaine transparence du contexte en identifiant l'ensemble des réseaux dans les différents espaces. C'est également en déduire une connaissance la plus précise possible de la situation, anticiper celles à venir, décider d'une manœuvre ou d'une stratégie grâce aux moyens d'aide à la décision, conduire les actions dans les champs physiques grâce à l'information numérisée et donner du sens au contexte en utilisant la communication opérationnelle, la communication médiatique et les opérations psychologiques.

Dans le domaine de la guerre de l'information, les Etats-Unis disposent d'une avance considérable sur tous les autres pays de la planète. Les Américains ont parfaitement assimilé que s'ils pouvaient gagner la guerre de l'information, ils pourraient alors plus facilement gagner la guerre conventionnelle, c'est à dire tendre vers une victoire sans morts, ou avec le moins de tués possible.

2 - Les conséquences de ce nouveau concept.

21- La primauté de la puissance aérienne.

Le général Douhet¹⁰, dans la doctrine qui porte son nom, fut le premier à concevoir un emploi massif d'une aviation stratégique qui pouvait selon lui être capable d'emporter seule la décision finale.

¹⁰ Douhet (1869-1930), officier italien, généralement considéré comme l'instigateur de la puissance aérienne utilisée au niveau stratégique. A l'origine officier d'artillerie, il commanda de 1912 à 1915 le Bataillon aéronautique, première unité d'aviation créée en Italie. Grâce à ses efforts, le bombardier trimoteur Caproni fut opérationnel lorsque l'Italie entra dans la Première Guerre mondiale. La théorie douhetienne selon laquelle le bombardement stratégique jouait un rôle

Profitant des progrès techniques qui ont rendu possible des frappes très précises avec un minimum de dommages collatéraux, une nouvelle génération de penseurs a entrepris de raisonner en termes de paralysie et non plus de destruction.

L'objectif est dorénavant de frapper des cibles choisies, des centres de gravité au sens clausewitzien¹¹, de manière à provoquer le blocage de tout le système ennemi.

La tradition militaire occidentale, à travers Clausewitz et Jomini, a toujours privilégié la stratégie directe comme mode opératoire, les succès des armées napoléoniennes en Europe étant certainement pour beaucoup dans ce choix. Le colonel John Warden III¹² a prôné la paralysie stratégique de l'ennemi plus que son anéantissement et s'est inscrit dans la lignée d'approche de Sun Zi que nous avons déjà évoquée. A ce sujet, Warden, dans une conclusion d'un article paru dans *l'Air Power Journal*, écrit :

« Le combat n'est pas l'essence de la guerre, ni même un de ses constituants souhaitables. L'essence véritable de la guerre est d'entreprendre ce qui contraindra l'ennemi à accepter nos propres objectifs ».

Cette doctrine semble avoir conquis les stratèges américains d'autant plus facilement qu'elle donne l'impression d'une guerre « propre », à distance et sans dommages collatéraux. Dans la guerre du Golfe, où le colonel Warden s'est retrouvé planificateur des frappes aériennes contre l'Irak, pas moins de 415 missiles Tomahawk ont été lancés sur l'Irak, au prix de 750 000 dollars l'unité. Du côté américain, il faut bien reconnaître que ce fut une guerre zéro mort. Dans le conflit plus récent du Kosovo, la stratégie de puissance aérienne, ou stratégie « Air Power », a été utilisée de manière intensive. Même si les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des annonces médiatiques faites quotidiennement et que le délai nécessaire au retrait des troupes serbes a été plus long que prévu initialement, il n'en demeure pas moins que la coalition a obtenu ce retrait et qu'elle a pu occuper le terrain pour sécuriser la région et permettre le retour des populations déplacées. Surtout, les forces alliées n'ont pas eu de pertes humaines en opérations militaires.

La destruction massive et rapide d'un nombre élevé de cibles stratégiques équivaldrait à la disparition de l'ennemi sans qu'il ait été nécessaire de déplorer le moindre mort ou de procéder aux expéditions terrestres toujours hasardeuses qui conduit à l'occupation du sol adverse et à un affrontement « au contact » de l'ennemi en position défensive.

important dans la désorganisation et la neutralisation de l'effort de guerre ennemi fut intégrée dans les futurs plans de guerre italiens et américains. Il milita par la suite pour la création d'une armée de l'air indépendante.

¹¹ Le terme « centre de gravité » décrit bien ce point où l'ennemi est le plus vulnérable, où une attaque a le plus de chance d'avoir des effets décisifs. Le terme a été emprunté à la physique mécanique où il indique un point d'un solide où l'application d'un effort, comme une impulsion, aura plus d'effet que s'il est appliqué à intensité égale en tout autre point. Clausewitz l'appelait « le pivot de tout mouvement de puissance ».

¹² John Warden, *La campagne aérienne, planification en vue du combat*, Economica, 1998.

Appliquée aux Balkans, la guerre des airs semble avoir démontré son efficacité. Selon les aviateurs des armées alliées, le Kosovo a fait la preuve qu'une guerre peut être gagnée uniquement grâce aux moyens aériens.

« *Les bombardements ont rempli leurs offices* » écrivait Pierre Beylau dans sa dépêche¹³.

L'utilisation des drones, ces avions sans pilotes, au cours du conflit kosovar, a été intensifiée et montre que les états-majors acceptent de moins en moins de risquer la vie de leurs hommes pour rechercher du renseignement. Dans le rapport parlementaire¹⁴, les pertes en drones ont été évaluées à 21 dont 6 pour l'armée française.

Dans la continuation de la stratégie « Air Power », l'OTAN a fait le choix au cours du conflit kosovar de bombarder la nuit plutôt que le jour. Selon des experts, la nuit permet de mieux percer les lignes de défense aérienne serbes, d'éviter aux avions la cible de tirs à vue et surtout de limiter le risque de tuer ou blesser des civils. Dans ce cas précis, il semble bien que le choix de bombarder de nuit soit directement lié au concept de guerre zéro mort.

Ainsi, la stratégie « Air Power » née au début du siècle a évolué au point de concevoir une véritable paralysie stratégique. L'arme aérienne, par sa souplesse, son allonge et sa polyvalence, répond parfaitement aux exigences politiques de la diplomatie moderne. Dans les conflits futurs, la logique de pression prévaudra de plus en plus sur une logique de conquête. Dans ce domaine, l'arme aérienne apporte tous les avantages de sa souplesse. On commence d'ailleurs à parler de « projection d'influence ». Cette stratégie, sous-tendue par l'action politique, s'inscrit pleinement dans une démarche de diplomatie préventive, en maintenant les tensions à leur plus bas niveau pour éviter toute montée aux extrêmes, et donc aux tués potentiels. Ainsi, la puissance aérienne peut apparaître comme « le moteur de la guerre zéro mort » en tant qu'instrument de la diplomatie préventive.

Le premier volet de l'apport de la puissance aérienne à la diplomatie préventive est la capacité de renseignement stratégique, avec notamment les capacités de renseignement stratégique ou tactique apportées par les capteurs aériens. Ces capacités sont garantes de l'aptitude à l'anticipation stratégique dans un environnement complexe où il s'agit surtout de savoir pour comprendre.

Le second volet de la contribution de l'arme aérienne à la diplomatie préventive est le prépositionnement de l'aviation de combat. Forts des succès obtenus, les avions de combat ont démontré leurs qualités dissuasives dans les théâtres africains et ont permis de réduire de façon significative le volume des forces terrestres.

Paradoxalement, le conflit du Golfe a mis en exergue le rôle préventif de l'arme aérienne. Dans cette guerre, deux stratégies différentes se sont opposées : l'une fut l'action offensive irakienne violente pour s'emparer du Koweït, l'autre, celle de la coalition,

¹³ Pierre Beylau, *Le Point*, p. 23, 25 juin 1999.

¹⁴ Commission de la défense nationale, *op. cit.*

consista à mettre en œuvre des moyens de destruction puissants dont les effets ont amené l'Irak à changer sa posture et son comportement. Avec cette approche, le véritable tournant de cette guerre n'a pas été le 17 janvier 1991, date de l'engagement aérien, mais le mois d'août 1990, marquant le début du déploiement des forces aériennes coalisées. C'est à cette époque que Saddam Hussein a perdu l'initiative stratégique en s'enfermant dans une posture défensive. La crise avait basculé avant même les premiers tirs d'armements américains.

Dans le récent conflit du Kosovo, le rédacteur du rapport rédigé par l'Assemblée Nationale¹⁵ explique les raisons du choix de l'offensive aérienne :

« L'option des frappes aériennes a été effectivement jugée comme la seule réalisable dans un contexte d'urgence parce qu'elle présentait le triple avantage de l'instantanéité, de la réversibilité et d'une plus faible probabilité des dommages infligés à la population civile. ».

Par ailleurs, il est précisé que :

« Les frappes aériennes constituent un moyen de réaction militaire souple et efficace. Mais, elles ont surtout été décidées parce qu'elles ne soulevaient pas d'opposition franche au sein de l'OTAN, à la différence d'une offensive au sol. ».

Ainsi, l'option aérienne s'est faite faute de mieux mais convenait parfaitement aux Américains qui n'auraient pas ou peu à souffrir du syndrome vietnamien dans l'hypothèse d'une action au sol qui aurait coûté la vie à de nombreux soldats. L'auteur du rapport le reconnaît un peu plus loin lorsqu'il écrit :

« Enfin, la stratégie aérienne garantissait une plus grande sécurité pour les pilotes engagés par l'Alliance. Eu égard au contexte non permissif prévalant au Kosovo et aux risques de pertes massives qui en auraient découlé dans les rangs alliés au cas où une intervention terrestre aurait été décidée, les autorités politiques des pays de la coalition impliqués dans les opérations se sont accommodés du recours exclusif à l'offensive aérienne. Ce souci, abusivement qualifié de « théorie de zéro mort », a imposé des contraintes d'engagement supplémentaires aux pilotes. ».

Ainsi, la puissance aérienne, outre le fait qu'elle évite l'enlisement sur le terrain, est un moyen militaire aux risques généralement limités. C'est donc tout naturellement que l'option aérienne doit être envisagée dans une logique préventive puisqu'elle permet de geler un théâtre sans qu'on soit obligé de s'engager immédiatement au sol. Il s'agit en quelque sorte d'un usage sélectif et limité de la force, avec un objectif plus ou moins affiché de guerre zéro mort. Enfin, il convient de noter que l'arme aérienne permet de passer instantanément d'une stratégie préventive à une stratégie offensive, d'un degré zéro de violence à l'action la plus brutale.

¹⁵Commission de la défense nationale, *op. cit.*

Dans le conflit du Kosovo, la stratégie retenue par l'Alliance a constitué un précédent atypique. Rompant avec les méthodes traditionnelles d'affrontement, elle doit être appréciée à partir de critères nouveaux, qui n'ont pas nécessairement trait aux destructions infligées sur le plan militaire. En tout état de cause, l'offensive aérienne menée au Kosovo préfigure une nouvelle manière de faire la guerre, c'est à dire une nouvelle forme de guerre, même si toutes les futures guerres ne se mèneront pas de cette manière.

22- Le développement des armes non létales (ANL) et ses conséquences possibles sur la manière de faire la guerre dans le futur.

La RMA envisage dans l'hypothèse d'engagements militaires, l'association d'armes conventionnelles, qui par conception et par destination visent à détruire l'ennemi, et d'armes non létales. Le département américain de la Défense définit ces dernières comme « *des systèmes d'armes explicitement conçus et principalement employés de manière à frapper d'incapacité des personnels ou du matériel, tout en minimisant les morts, les blessures permanentes et les dommages involontaires aux domaines et à l'environnement.* ».

W.J. Perry, alors secrétaire américain à la Défense, écrivait dans une directive du 21 juillet 1994 :

« Les armes non létales peuvent rendre accessibles de nouvelles possibilités, dans certaines circonstances, pour atteindre des objectifs militaires tout en réduisant les pertes en vies humaines... ».

La victoire sur l'ennemi sans avoir de pertes dans son camp et en minimisant celles de l'adversaire conduit tout logiquement au développement des armes non létales. La définition du concept d'armes non létales et de leurs principales caractéristiques opérationnelles impose de « paralyser » le personnel et de neutraliser temporairement ou définitivement les équipements ou systèmes, sans porter volontairement atteinte à la vie, sans provoquer de blessures graves et sans occasionner de préjudices importants et définitifs à l'environnement. En d'autres termes, il s'agit d'interdire la conduite des opérations et de placer les moyens de l'autre dans l'incapacité d'exécuter leur mission. Dans son livre, Clausewitz¹⁶ décrivait déjà ce principe :

« La fin est d'imposer notre volonté à l'ennemi. Pour atteindre cette fin en toute sûreté, il faut désarmer l'ennemi et ce désarmement est par définition l'objectif proprement dit des opérations de guerre. ».

Les ANL peuvent se décliner en trois grandes familles : les armes anti-personnel, les armes capables de paralyser les infrastructures, les transports, l'énergie, la

¹⁶ Karl Von Clausewitz, *De la guerre*, 1831.

communication, l'information, etc., et enfin les armes capables de dégrader les performances des systèmes d'armes.

Dans la première catégorie, la panoplie s'étend du fusil laser pour éblouir l'œil du combattant (la vision ne serait que momentanément perdue à la différence d'un aveuglement où le combattant la perdrait définitivement), voire aveugler les senseurs optroniques (ils couvrent l'ensemble des équipements d'observation, de détection, de guidage fonctionnant dans le visible ou l'infrarouge), jusqu'à des actions plus collectives sur la population et le personnel militaire avec les actions psychologiques, les médias, etc..

La deuxième famille recouvre aussi bien l'utilisation de biotechnologies afin d'immobiliser les transports, perturber la distribution de l'énergie, les communications, que l'emploi de virus informatiques pour neutraliser les centres informatisés civils ou militaires.

La dernière catégorie couvre l'ensemble des domaines susceptibles de mener une action offensive, depuis le renseignement, le brouillage, l'éblouissement, l'aveuglement jusqu'à la neutralisation des équipements et systèmes de défense (notamment la défense aérienne de l'autre, la veille radar et optronique, les radars et optronique d'acquisition des systèmes d'armes, les radiocommunications entre centres de détection, centres de commandement et avions d'interception, etc.). Les moyens ANL feraient appel aux équipements et systèmes actuels de la guerre électronique offensive et également aux armes à énergie dirigée dans le spectre optique (laser), hyperfréquence (micro-onde) ou radiofréquence dont, par nature, l'énergie électromagnétique délivrée peut être ajustée à l'effet recherché, de manière à neutraliser le matériel et à épargner la vie du personnel.

Bien que certaines de ces armes soient encore très futuristes, beaucoup d'entre elles sont aujourd'hui accessibles, certaines même ayant été expérimentées par les Etats-Unis dans différents conflits, notamment au cours de la guerre du Golfe, en Somalie, au Panama pour l'enlèvement du général Noriega et enfin très récemment dans la crise du Kosovo.

De façon à illustrer par des exemples réalistes de recours à des ANL dans des conflits du XXI siècle, il semble intéressant de tester l'intérêt d'utiliser ces armes selon les différentes hypothèses de conflits. Les trois cas qui seront exposés représentent la majorité des types de conflits susceptibles d'être rencontrés au cours de ce nouveau siècle.

La première hypothèse serait un conflit de premier type (catastrophe nucléaire mondiale inter étatiques). En dépit de son extrême improbabilité, cette hypothèse n'en constitue pas moins un test de pertinence de premier rang. Avant l'ouverture de la crise, les ANL constitueraient un facteur intermédiaire entre la dissuasion nucléaire et l'emploi de forces conventionnelles. Les ANL dissuaderaient au moins les ANL de l'autre. A l'ouverture de la crise, les ANL constitueraient un outil de gestion de la crise en cas de gesticulations, voire de menace d'emploi des moyens conventionnels. Enfin, en cas de déclenchement d'un conflit proprement dit, l'emploi des ANL à un niveau tactique, opératif ou stratégique créerait un effet d'escalade donc un effet de choc psychologique sur l'ennemi. Dans ce

dernier cas, les actions pourraient comprendre dans le domaine civil la neutralisation des C3I, des systèmes civils d'information et de communication, les réseaux de télévision, voire la rupture provisoire ou définitive de l'alimentation en énergie des grandes villes, la paralysie des transports, et même la perturbation ou la neutralisation de la capacité de diffusion des informations d'origine interne du pays ou de la région. Dans le domaine stratégique militaire, ces actions pourraient prendre la forme de neutralisation des systèmes d'information et de communication au profit des armées, voire des actions anti-NBC jusqu'à la neutralisation des forces conventionnelles, d'abord de l'espace-air puis celles de mer et de terre.

Le deuxième scénario serait un cas de défense du « fort au fou ». Dans ce cas, l'apport des armes non létales présenterait un intérêt dès l'ouverture de la crise si elles contribuaient à diminuer le risque d'emploi par l'adversaire d'armes de destruction massive. Au cours de la crise, ces armes seraient également crédibles si elles contribuaient à forcer l'autre à renoncer à la menace qu'il fait peser en contribuant à la constitution d'une menace intérieure chez lui, notamment en suscitant des mouvements d'opinion publique contre son propre pouvoir intérieur.

Dans une opération de rétablissement de la paix, troisième scénario, l'utilisation de la dissuasion nucléaire ne serait pas envisageable et seules les forces « d'action » seraient sollicitées. Bien que les forces conventionnelles seraient acheminées sur la zone de l'opération, l'utilisation des armes létales poserait de très nombreux problèmes, rendant inefficace l'action envisagée. Les ANL seraient le moyen le plus approprié pour assurer une mission d'interposition entre belligérants. Dans ce cadre, l'apport de ces armes pourrait s'inscrire dans la durée, d'abord en cherchant à limiter l'intensité de la violence, en interdisant à l'autre toute escalade ou extension de conflit puis en contribuant à diminuer l'intensité de la violence sur le terrain. Les effets à rechercher en priorité concerneraient la rupture des axes logistiques et le cloisonnement, voire l'encagement de la zone de conflit, puis la neutralisation des équipements offensifs, en commençant par ceux dont la létalité est maximale. Enfin, il s'agirait d'obtenir la paralysie de la ou des chaînes de commandement et notamment la liaison des unités de combat et des réseaux internes.

23- Les conséquences sur les forces armées.

A l'aune du conflit au Kosovo, il convient d'examiner les directives qui ont été données aux pilotes de l'Alliance. En effet, afin d'éviter au maximum les dégâts collatéraux, c'est à dire d'éviter autant que possible les pertes civiles, l'Alliance avait imposé des grandes précautions à ses pilotes lors de la conduite de leurs missions. De strictes règles d'engagement avaient été définies afin de réduire au maximum les marges d'erreur. Ainsi, lorsque les conditions climatiques se révélaient trop mauvaises ou lorsqu'un doute sur la cible persistait, les missions étaient annulées et les armements non délivrés sur les

objectifs. On peut penser que dans tout conflit futur où les pays de l'OTAN seront impliqués, les mêmes directives pourraient être données aux militaires.

Une autre conséquence est interne aux forces américaines. Pour éviter à tout prix des pertes humaines, la priorité est donnée à la protection et à l'autoprotection des forces sur la partie missionnelle. A la suite de l'attentat au camion piégé qui fit 19 morts à Dharan en Arabie Saoudite en 1996, le secrétaire à la Défense William Cohen sanctionna le général Terry Schwalier pour « *n'avoir pas pris toutes les mesures pour protéger les forces sous ses ordres* ». Cette décision comporte un message fort qui signifie clairement que les chefs militaires sont comptables des vies placées sous leurs ordres et que des comptes seront demandés dès le premier mort même dans un conflit.

Hier en Bosnie, aujourd'hui au Kosovo, les troupes américaines vivent enfermées derrière les barbelés, sans contact avec la population, et portent en permanence casque et gilet pare-balles.

Cette attitude s'apparente à de la couardise pour de plus en plus de jeunes américains qui souhaitaient s'engager dans les forces armées.

« *Quand à vingt ans, on rêve de plaies et de bosses, on n'a guère envie de s'engager dans une armée de boys scouts* »¹⁷.

Par ailleurs, les progrès de la technologie produisent une mutation du combattant. Le soldat traditionnel s'apparente à un système guerrier complet. Il intègre un organe central (son cerveau) et les différents capteurs de son appareil sensoriel. Il voit, entend, sent. Il se déplace de multiples manières, frappe et pare. Les fonctions militaires élémentaires (agression, protection, projection, information) se trouvent en lui. Il est ainsi doté de la capacité à corriger, rectifier, s'adapter, réagir à l'improviste et même à créer l'aléatoire par une réaction totalement imprévisible. Malheureusement, ces réactions peuvent conduire à des dysfonctionnements. Il est alors dominé par le besoin instinctif de la survie qui le conduit à des comportements militairement inefficaces et, simultanément, contraires à sa propre préservation. Soucieux de se protéger, il oublie de combattre, ce qui constitue pourtant sa meilleure protection dans l'engagement direct.

Le combattant du futur ressemble à un homme désintégré. Ses capacités personnelles sont décomposées, fragmentées, sélectionnées et démultipliées. Le son est transformé par le capteur en signal qui est transmis sous forme visible pour le récepteur (sonar, écoute électronique). A cela s'ajoute la captation de l'invisible-inaudible : les ondes électromagnétiques, les chaleurs, l'infrarouge. Les machines s'écoutent entre elles puis se signalent à l'homme sur cette console qui le rive tandis qu'il la fixe. Il s'agit donc d'un transfert des fonctions sensorielles élémentaires dans une dynamique échangiste et dialectique entre les sens humains et les capacités des prothèses.

Ce type de combattant existe déjà dans les salles de divertissements publics, sur les consoles de jeux et dans les magazines de jeux électroniques. Le combat cherche à

¹⁷ Michel Colomès, *Le Point*, 31 décembre 1998.

éviter le contact, synonyme d'horreur. L'idéal serait donc que les armes de précision soient activées par des drones. Ce serait la guerre des robots où l'homme se métamorphoserait en « aiguilleur de l'information », en contrôleur de flux. Il présiderait à l'automatisation de la guerre.

Ces mutations, qu'elles correspondent ou non à l'âge de l'information, modifient de manière radicale l'éternel acteur du théâtre de la guerre. Le soldat, immuable sujet de la stratégie à l'œuvre, demeure. Toutefois, quelles peuvent être les conséquences à long terme sur le combattant qui acceptera de moins en moins de voir sa vie exposée par une menace de mort ?

Les civils apparaissent de plus en plus comme les seules véritables victimes des guerres modernes. Ils paient le plus lourd tribut sous la forme de morts, de blessés ou de populations déplacées. Etrange paradoxe d'une guerre zéro mort qui semble ne concerner que les militaires. Les armées sont de moins en moins héroïques, terme devenu aussi incongru que celui de sacrifice. Il semble qu'aux Etats-Unis, les militaires américains pourraient être vaincus tout simplement parce que le peuple américain a perdu le sens de ce qu'est un guerrier. Pourtant la « leçon du Vietnam » a démontré que l'absence de volonté populaire a été la véritable cause de la défaite. L'ère post-industrielle et de l'information aurait fait décliner la mentalité du guerrier qui aurait également perdu toutes les vertus passées qui faisaient un bon soldat : rusticité, courage, résistance.

Ces notions paraissent bien éloignées des critères actuels du recrutement et disparaissent progressivement et de manière sournoise car il est très difficile d'évaluer précisément cette tendance.

24 - Le recours à une stratégie indirecte.

Une autre conséquence est le recours répété des Etats-Unis à une certaine forme de stratégie indirecte, en poussant les autres à s'engager à leur place, voire en les payant pour cela, tout en évitant de le faire eux-mêmes directement.

Le « leadership » américain dans les affaires mondiales ne signifie pas un interventionnisme poussé. Au contraire, l'interventionnisme militaire dans les affaires de lutte contre la violence est aussi limité que possible et tempéré par des considérations restrictives d'emploi, liées à leur culture de politique intérieure.

La « Presidential Directive Decision 25 » (PDD 25), signée par le Président américain Bill Clinton, définit notamment les critères utilisés pour voter en faveur d'une opération de paix (cf. annexe 1). La PDD 25 détermine aussi une politique de soutien aux opérations de paix sous la forme de fourniture éventuelle de prestations logistiques ou

techniques de la part des troupes américaines. Dans l'hypothèse d'un engagement physique des troupes dans la perspective de combats prévisibles, des conditions supplémentaires (cf. annexe 2) sont introduites de façon à permettre aux Etats-Unis de moduler comme ils l'entendent le niveau des forces engagées, de mener l'opération à leur guise et de se retirer à leur initiative. Il est à noter au passage que le soutien de l'opinion publique constitue un critère à part entière.

Aussi, on peut directement en déduire que les Etats-Unis ne souhaitent pas intervenir directement dans les opérations de paix, mais sont prêts à accepter que des alliés bien disposés puissent se déployer sur le terrain, tandis qu'ils les soutiendraient à distance.

Pierre Mesmer¹⁸ donne un exemple de stratégie indirecte américaine au Libéria où les Etats-Unis ont encouragé le Nigeria à intervenir dans la guerre civile au Libéria et se sont limités à évacuer leurs ressortissants et leurs protégés et à financer généreusement (200 millions de dollars en quatre ans) les organisations humanitaires. Pourtant, dans cet exemple, le Libéria est l'unique pays d'Afrique avec lequel les Etats-Unis ont des liens historiques, puisque c'est une société charitable, *l'American Colonization Society*, qui a fondé la capitale Monrovia (ainsi dénommée en l'honneur du Président Monroe) en 1822, pour y établir des esclaves noirs libérés. Les conditions politiques, économiques, morales justifiaient une intervention militaire des Etats-Unis.

Dans le conflit en Bosnie, il est à noter que l'OTAN, autrement dit les Etats-Unis, ne s'est engagée qu'après des années d'hésitations et un véritable ultimatum de la France.

Par ailleurs, le recours est de plus en plus fréquent à des sociétés privées de mercenaires pour éviter d'avoir des morts nationaux dans une opération limitée à caractère militaire ou civilo-militaire. Une collaboration étroite avec les Etats-Unis a été constatée lors des opérations militaires en Croatie en 1995, dans l'ex-Zaïre et en Sierra Leone en 1997 avec des mercenaires appartenant à la société MPRI (Military Professional Resources Inc.).

Le développement d'une diplomatie de gestion indirecte des conflits par délégation de la coercition est une des conséquences de la doctrine zéro mort.

25 - Les conséquences sur la politique étrangère.

La participation des Etats à une organisation de défense collective dépend du niveau de pertes « acceptables » en vies humaines et du coût financier. Selon les Etats, les peuples et leurs dirigeants, ce niveau de pertes résulte de la valeur de l'enjeu, du coût des combattants et des moyens associés, du « prix » de la vie et de l'espérance de vie,

¹⁸ Pierre Mesmer, *Les blancs s'en vont*, Albin Michel, 1998.

qui sont différents selon les cultures, les religions et les civilisations et enfin de la crainte des représailles causant des pertes « inacceptables ».

Pour un pays comme les Etats-Unis, le niveau de perte « acceptable » tend de plus en plus vers zéro, notamment dans un conflit qui ne met pas directement en cause l'intégrité des Etats-Unis. Aussi, pour un citoyen américain, la valeur de l'enjeu ne justifie plus de sacrifier son confort et sa vie sur des terres lointaines. Dans le cadre de la participation des Etats-Unis, voire de la France et d'autres pays dans les conflits du Liban, du Golfe, en Yougoslavie, au Rwanda et plus récemment au Kosovo, les opinions publiques acceptent finalement cette participation à condition de limiter le « coût » en vies humaines jusqu'à atteindre zéro mort pour leurs propres troupes. Comme nous l'avons déjà indiqué, au-delà d'un seuil variable compris entre 30 et 250 morts, la pression de l'opinion publique américaine amena le retrait de leurs troupes du Liban et de la Somalie. On peut raisonnablement estimer qu'il en sera ainsi dans tout futur conflit où les Etats-Unis seront engagés.

L'évolution du monde et des civilisations qui le composent, impose aux pays les plus forts de contrôler la montée des périls si nous ne voulons pas voir des pans entiers de civilisation disparaître dans un bain de sang. Certains évoquent une explosion des conflits passant d'une situation qui connut quatre cents conflits en trois cents ans à une situation qui donnerait quatre cents conflits en un peu plus de cinquante ans (cf. l'analyse polémologique de Bernard LAVARINI¹⁹).

Les développements de la situation dans l'Est du Zaïre fin 1996 et début 1997, ont débouché sur l'exode d'un million de réfugiés hutus après les attaques par les Tutsis des camps de Hutus implantés dans la province zaïroise du Kivu. Le gouvernement français avait demandé aux Nations Unies une intervention militaire internationale, et l'obtint en principe, pour éviter ce que les dirigeants humanitaires avaient déclaré être « la plus grande catastrophe humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale ». Cette intervention fut abandonnée du fait des réticences des Etats-Unis, qui, après l'expérience malheureuse de la Somalie, ne voulaient pas s'engager militairement dans un conflit risqué et aux pertes humaines incertaines pour des considérations purement humanitaires. Cette non intervention américaine doit être interprétée comme un signe de plus grande prudence qui impose désormais aux Américains de ne s'engager que dans des conflits où leurs intérêts sont en jeu et les risques de pertes humaines faibles. Toutefois, cette (trop ?) grande prudence constitue une faiblesse, voire un encouragement aux dictateurs de la planète, qui savent pertinemment que les Etats-Unis ne s'engageront que très difficilement dans un conflit qui semble risqué en pertes humaines.

Selon Andrew P.N. Erdmann, de l'université de Harvard et de l'Institut de la paix, les Etats-Unis doivent terminer les conflits militaires de l'avenir rapidement et au moindre coût. Pour obtenir le soutien de l'opinion publique, les opérations militaires doivent être courtes, efficaces et limitées en pertes humaines. Cette présupposition se retrouve à la base de toutes les déclarations de politique et de toutes les conversations dans les

¹⁹ Bernard Lavarini, *Vaincre sans tuer*, Stock, 1997.

armées. On la trouve même dans le document 100/5 qui est la doctrine opérationnelle de l'US Army, l'armée de terre américaine.

Cette réflexion nous conduit tout naturellement à examiner les limites du concept zéro mort.

3 - Les limites du concept « zéro mort ».

31- L'affaiblissement des grandes puissances.

Ainsi, la première limite semble provenir de l'affaiblissement dangereux et notable par tous de la position des Etats-Unis dans la résolution de toute crise. Le commandant de la garde révolutionnaire iranienne déclara à un journaliste en 1995 qu'il pourrait faire prisonniers vingt mille Américains s'ils envahissaient l'Iran, mais qu'il pensait que Washington serait à la table des négociations après le premier millier. La guerre sans pertes peut devenir à la longue le « talon d'Achille » des Etats-Unis.

En poussant un peu plus loin la réflexion, ce concept peut même se retourner contre les forces américaines, qui sont devenues des cibles privilégiées, notamment aux attaques terroristes. La peur des pertes peut donc provoquer les pertes, et le rêve de la guerre zéro mort tourner au cauchemar pour les militaires américains.

Sur un plan plus classiquement historique, Sun Zi définit les cinq variables d'un plan²⁰. L'une d'elles est la vertu sur laquelle il écrit :

« Par la vertu, le peuple est en accord avec ses dirigeants au point qu'il ne craigne pas de mourir et de vivre pour eux ».

Si le refus de mourir dans une guerre est si fortement exprimé par un peuple, cela peut signifier que la nation possède une faiblesse qui peut se révéler fatale. Puis plus loin, l'auteur ajoute :

« ...celui qui les (les cinq variables) comprend remporte la victoire, celui qui ne les comprend pas est vaincu ».

Ainsi, selon lui, la crainte de mourir est un facteur compromettant la victoire. Le concept zéro mort traduit à sa façon cette peur de mourir évoquée par Sun Zi et peut vouloir signifier qu'une nation qui se préoccupe plus de la survie de ses combattants que de la victoire, est une nation qui finira par être vaincue.

²⁰ Sun Zi, *op. cit.*, (cf. article I, « Des plans »).

Aussi, la technologie ne pourra jamais suppléer à elle seule l'absence de volonté de combattre qui sera toujours nécessaire pour acquérir la victoire finale. L'affrontement des capacités est fortement modifié par celui des volontés. Les différentiels de motivation créent parfois des écarts compensateurs. Le risque serait donc, et il n'est pas nul, de voir un conflit local, ne mettant pas en jeu des intérêts vitaux pour l'Etat intervenant, se mettre à dégénérer. De voir une opération extérieure mal conduite tourner au désavantage de la puissance technologiquement dominante mais mal préparée et peu motivée. C'était le schéma vietnamien par excellence. La supériorité technologique étant acquise sur des adversaires infiniment moins capables, il reste à affirmer la supériorité du vouloir politique.

Lors de la guerre du Golfe, Saddam Hussein avait compris que les pertes américaines seraient insupportables. Mais il fut incapable de trouver les forces américaines pour les accrocher. Le style de combat américain est fondé sur la phobie du contact. Pour les Américains, il s'agit de se préserver de tout corps à corps, donc de détruire, loin à l'avance et de manière définitive. La guerre est une entreprise d'extermination à distance de l'ennemi. La riposte consisterait à rechercher la mêlée, la confusion enchevêtrée des dispositifs, seule manière de compenser la supériorité des feux et de la reconnaissance adverse. En cela, la mise à terre de troupes constitue un avantage pour l'ennemi qui va enfin pouvoir riposter et provoquer des pertes à son tour. Ce constat, que fort heureusement on n'a pas eu besoin de vérifier au Kosovo suite au retrait des troupes serbes, constitue un point faible car toute guerre finit par se gagner au sol. Après la victoire militaire acquise par la puissance aérienne, il faut « finir » la guerre au sol et gagner la paix avec des troupes au contact et donc exposées au risque quotidien d'être tuées.

32- Les limites liées à la stratégie aérienne.

Au cours de la campagne aérienne sur le Kosovo, Andrew Brookes, de l'Institut International d'Etudes Stratégiques (IISS), déclarait qu'il était très difficile de trouver des cibles susceptibles d'engendrer des dégâts militaires réellement significatifs. A propos des frappes, il les comparait à des grands coups de massue qui allaient faire des trous vite comblés sur des aérodromes et que l'on allait viser des baraquements à moitié vides.

Aux résultats, ses propos semblaient se vérifier lorsque les dégâts réellement infligés ont été connus. Néanmoins, beaucoup de spécialistes se sont demandés si l'aviation était l'instrument miraculeux permettant une guerre à zéro mort car l'armée serbe qui s'est retirée du Kosovo était loin de ressembler à une armée en déroute et que les pertes en chars et autres matériels militaires n'ont pas été aussi apocalyptiques que celles décrites très médiatiquement par l'OTAN. Concernant les dégâts réellement infligés aux équipements serbes, le Times de Londres estimait que les milliers de bombes larguées sur la Yougoslavie durant les 79 jours de frappes aériennes n'ont détruit que 13 chars serbes alors que l'OTAN avait affirmé avoir endommagé ou détruit des centaines de chars

et pièces d'artillerie. Lors de leur retrait du Kosovo, les troupes serbes ont évacué 250 chars, 450 transports de troupes blindés et 600 pièces d'artillerie ou de mortiers, toujours selon le Times.

Toutefois, la polémique sur ce sujet n'est pas terminée puisque le général John Corley, responsable de la mission chargée de l'évaluation de la campagne aérienne, a estimé dans son rapport que « *181 chars, 317 véhicules blindés de transport de personnel, 600 véhicules militaires et 857 pièces d'artillerie et de mortiers, soit 1 955 cibles, ont probablement été touchés* ». Le terme *probablement* montre la limite de l'exactitude de l'évaluation.

A la guerre technologique du XXI^e siècle de l'OTAN, les Serbes ont opposé une tactique évoquant les grandes compagnies de la guerre de Trente Ans. Par ailleurs, il reconnaissait que le souci de tendre à « l'option zéro mort » dans son propre camp en limitant strictement son scénario de guerre à des frappes aériennes, l'OTAN avait singulièrement réduit ses moyens d'action et sa marge de manœuvre.

Dans le cadre du colloque organisé par la Fondation pour la recherche stratégique (FED-Crest), le Cercle de réflexion et d'études sur les problèmes internationaux (Crespi), et l'Institut de stratégie comparée (ISC) le 26 février 1999 au Sénat à Paris, une table ronde de clôture, sur le thème « *la puissance aérienne dans les conflits futurs* », rassemblait plusieurs personnalités parmi lesquelles Dominique Bromberger, chroniqueur à France Inter et chef du bureau parisien pour l'information de la chaîne Arte. En guise de conclusion, il déclara :

« Je maintiens que la puissance aérienne peut être un signal d'absence de volonté d'action, aussi choquant que cela puisse paraître. Si les Etats-Unis n'interviennent pas au sol, c'est parce qu'ils sont dans la théorie du « zéro mort ». Pour l'instant, en tout cas, il n'est pas question qu'un seul GI aille prendre le risque de se faire tuer au Kosovo : le Congrès ne le permettrait pas. La menace de l'emploi de la force aérienne semble, au contraire, indiquer qu'il n'y aura pas « plus que cela ». Les Etats-Unis mènent la guerre à 30 000 pieds, les Européens étant au sol ; ce qui peut apparaître comme une bonne répartition au point de vue américain. Il reste que les exposés d'aujourd'hui font penser qu'on entre de plus en plus dans le domaine d'une guerre virtuelle, d'une guerre qu'on ne serait pas vraiment décidé à faire... Qu'on veuille ou non, l'idée américaine du « zéro mort » gagne de plus en plus les esprits.²¹ ».

Cette longue citation souligne les limites de la stratégie aérienne qui semble plus témoigner d'une non-volonté d'engagement d'un pays (une sorte d'engagement « au rabais ») que le contraire.

Malgré la précision des frappes aériennes au Kosovo, les dommages collatéraux n'ont pas été empêchés. Soucieuse d'éviter autant que possible les pertes civiles, l'OTAN n'a pas pu empêcher que les bombardements fassent des victimes innocentes. Il est

²¹ Revue de la défense nationale, juin 1999, page 144.

difficile d'établir avec certitude le nombre de personnes qui ont subi des conséquences dramatiques des raids alliés. Il semble néanmoins raisonnable de considérer que plusieurs milliers de Yougoslaves ont été blessés ou tués. D'après les déclarations officielles faites par les autorités yougoslaves durant le conflit, environ 3 300 personnes auraient été tuées, dont 1 500 civils, tandis que plus de 15 000 personnes auraient été blessées. D'après l'OTAN, environ 5 000 membres des forces de sécurité yougoslaves auraient été tués, ce qui donnerait un total de 6 500 morts pendant la guerre.

33- Les limites liées aux coûts.

Une des limites de ce concept zéro mort se trouve également dans le coût d'un survivant, c'est à dire l'investissement en moyens militaires qu'il faut réaliser pour qu'un combattant puisse sortir vivant à l'issue d'un conflit. En considérant un conflit régional du type guerre du Golfe, les calculs établis sur la base d'un coût de conflit de quarante-cinq milliards de dollars et de 256 morts pour les Etats-Unis, donnent une évaluation du coût, pour qu'un combattant américain sorte vivant de ce conflit, de 200 millions de dollars. A titre de comparaison, le coût d'un combattant irakien « ne valait que » un à deux millions de dollars, soit cent fois moins qu'un combattant américain.

La deuxième limite trouve son fondement dans le fait que même les pays les plus riches n'ont plus les moyens financiers d'assurer une guerre de haute technologie, hormis les cas où les intérêts vitaux du pays sont gravement menacés (hypothèse où le pays n'aurait pas d'autre choix que de s'engager dans un conflit). Une étude comparative de Bernard Lavarini²² portant sur trois conflits (guerre de la ligue d'Augsbourg -1688 à 1695 -, celle du Vietnam et celle du Golfe), indique l'évolution du « prix » de la vie d'un combattant comparé au PIB par habitant selon ces époques. A l'époque de la guerre d'Augsbourg, il fallait dépenser l'équivalent de 3,5 fois le PIB d'un habitant pour sortir vivant de ce type de conflit. Au Vietnam (1960 à 1975), ce chiffre a grimpé à 700 fois le PIB d'un habitant et enfin pour la guerre du Golfe (1990-1991), ce n'est pas moins de 10 000 fois. En d'autres termes, un conflit de haute technologie impose de dépenser l'équivalent de 10 000 fois la richesse produite par un habitant du pays concerné pour qu'un combattant de ce pays sorte vivant à l'issue du conflit.

Dans de telles conditions, y compris pour un pays comme les Etats-Unis, le coût d'une guerre zéro mort est devenu trop exorbitant et il n'est pas déraisonnable de penser que les limites du système sont atteintes. Aussi, la volonté de tout pays technologiquement développé « d'en finir vite », notamment pour des questions de coûts, ne se heurte-t-elle pas à une utilisation efficace de la durée chez l'adversaire, moins pressé, qui peut en faire un élément décisif de l'issue de l'affrontement ?

Cette question essentielle souligne avec acuité la limite de ce concept.

²² Bernard Lavarini, *op. cit.*

34- L'effet « boomerang » du concept zéro mort.

Le concept de zéro mort induit des effets très contraignants et aliène singulièrement tant la liberté d'action des décideurs que celle des exécutants. Si la recherche de pertes minimales chez l'adversaire est une démarche sans aucun doute judicieuse (notamment s'il s'agit d'éviter d'inutiles effets de dommages collatéraux vis-à-vis des populations civiles), en revanche, en ce qui concerne les forces militaires et paramilitaires de cet adversaire, et dans une certaine mesure ses installations économiques, l'application de ce principe crée de redoutables contraintes et s'avère très certainement antinomique de l'économie de pertes dans le camp ami.

Par ailleurs, la guerre zéro mort peut apparaître illusoire dans la mesure où il existe des moyens de contournement tels que l'utilisation d'armes de terreur (armes biologiques et chimiques). De plus, l'utilisation de ce type d'arme offre un haut degré d'anonymat car il peut être difficile d'identifier une menace mortelle. Dans ces conditions, cet anonymat peut inciter certains Etats à utiliser cette arme de terreur.

L'emploi croissant des nouvelles technologies dans les conflits actuels offre une vulnérabilité accrue et des effets « boomerang » non négligeables. Les dommages collatéraux, comme nous l'avons vu, restent toujours possibles. Dans la guerre du Golfe, il convient de se souvenir que des femmes et des enfants ont été utilisés comme bouclier humain sur des cibles stratégiques. Dans la guerre du Kosovo, le bombardement le 30 mai 1999 d'un pont routier stratégique est survenu au moment où un autocar transportant des passagers traversait ce pont. La même chose est arrivée pour un train transportant des passagers le 1^{er} mai. La couverture médiatique de ces événements rendait difficile le renouvellement de ces « bavures » qui ont ému l'opinion publique. Il en a été de même pour le bombardement de l'ambassade de Chine survenu le 7 mai à Belgrade qui a contraint les alliés à frapper la capitale yougoslave sur sa périphérie en épargnant le centre et à fragiliser la coalition sur le plan international, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU.

Les sociétés libérales, tout en répugnant à l'usage de la force, semblent avoir perdu la signification des valeurs qui les fondent. Elles peuvent avoir à affronter des régimes autoritaires qui font du recours à la force un élément explicite de leur politique. Dans un conflit de type fort contre faible, le faible recherchera avant tout à faire des morts chez l'ennemi de façon à gagner la bataille médiatique. Pour être gagnées, les guerres doivent être courtes, justes et sans morts.

Une autre limite s'est faite jour à l'analyse du conflit dans les Balkans. Alors qu'une guerre zéro mort se pilotait depuis les airs, les massacres au sol de la population kosovar étaient perpétrés par une armée serbe incapable de riposter à un agresseur hors de portée et technologiquement bien supérieur mais désireuse de se venger sur un ennemi sans moyens. Le pouvoir salvateur en vies humaines de la technologie ne fonctionne cependant que si l'adversaire a la même manière de voir les choses. A défaut, l'adversaire qui ne

crainent ni la mort (la sienne et celle qu'il inflige aux autres), ni la technologie (par exemple en opposant des boucliers humains aux armes sophistiquées qui le menacent), se trouve dans une position de supériorité. La plupart des guerres menées par les Américains depuis plusieurs décennies ont été, malgré leur capacité technologique, des échecs : Vietnam, Somalie, Irak si l'on considère que finalement Saddam Hussein est resté en place.

Dans le domaine médiatique, l'effet « boomerang » n'est pas non plus négligeable. Dans l'exemple du Kosovo, le Président yougoslave Slobodan Milosevic, malgré son expérience dans la manipulation des opinions, a commis une erreur d'appréciation fondamentale en sous-estimant l'effet médiatique de sa propre politique d'épuration ethnique, ce qui prouve que la gestion de l'opinion publique est toujours délicate, que ses effets sont difficilement prévisibles et qu'elle peut se retourner contre ceux qui s'en servent.

Enfin, dans le domaine des ANL, qui possèdent un aspect séduisant car elles sont destinées à paralyser plutôt qu'à détruire, il existe un danger d'exportation de ces armes vers des pays où l'on hésite moins à brutaliser la population. Si les pays démocratiques laissent leurs fabricants d'armes développer ce type de moyens, le niveau de la violence va se retrouver élargi pour des utilisateurs potentiels aux méthodes non démocratiques. La doctrine des ANL ne semble pas consister à remplacer des armes mortelles par des solutions moins meurtrières, mais à augmenter la puissance répressive, à la fois en situation de guerre et dans des opérations type maintien de la paix, dans lesquelles les cibles principales comprennent des civils. Le facteur CNN impose de plus en plus de montrer des armes de répression présentables devant les caméras de télévision.

CONCLUSION.

Malgré toutes les limites que nous avons identifiées, le concept zéro mort n'est pas neutre et le sera de moins en moins dans la décision de s'engager ou non dans un conflit et dans le choix de la stratégie retenue par le pouvoir politique. Ce choix sera de plus en plus marqué de cette contrainte devenue incontournable car sans soutien de son opinion publique, la victoire ne sera pas au rendez-vous. Pour autant, ce constat ne s'applique pas de manière universelle et ce concept ne concerne principalement que les pays riches et occidentaux, à savoir les membres de l'OTAN.

Toutefois, la guerre zéro mort semble redonner un sens à la mesure et au dosage, à l'opposé du modèle exterminateur industriel, national, napoléonien et clausewitzien qui avait fini par s'imposer dans toute stratégie efficace.

Finalement, Clausewitz n'avait-il pas tort lorsqu'il écrivait : « *Des philanthropes peuvent facilement imaginer qu'il existe une habile méthode pour désarmer et soumettre l'ennemi sans grande effusion de sang... c'est une erreur qui doit être extirpée* »²³.

Tous les indicateurs permettant de décrypter l'évolution de la nature des conflits futurs semblent indiquer que nous passerions de la guerre meurtrière de l'ère mécaniste à la guerre de l'ère de la communication et de l'informatique : c'est à dire la « paralysie » de l'autre. La contrainte pour les pays riches de ne plus accepter de morts dans un conflit imposerait de passer de l'anéantissement des forces ennemies à la neutralisation de l'autre sans le détruire physiquement, en lui passant « une camisole de force » le temps de le désarmer. Face à ce constat, pour tenter de construire une nouvelle stratégie de sécurité, les Etats les plus forts doivent donc envisager une mutation partielle et progressive de leurs moyens militaires pour affronter le proche avenir. De ce point de vue, le but n'est plus de tuer mais d'accroître la puissance, la capacité à agir par rapport à la capacité de l'autre. Il s'agit peut-être de l'essence de la guerre comme compétition exacerbée des savoir-faire. La mort n'est plus le but : elle n'est plus que dérive, effet secondaire ou, collatéral selon l'expression aujourd'hui consacrée.

De plus en plus, le pouvoir politique d'un pays riche, confronté aux situations de crise, hésite à faire usage des armes conventionnelles et donc mortelles. Bien souvent, il les considère comme mal adaptées pour traiter les crises, car il craint l'effet d'engrenage mortel pour l'adversaire mais surtout pour lui. Les armes non létales, par leur nature même et leur supériorité de puissance, permettraient aux décideurs politiques de prendre plus facilement une décision, puisqu'elles ne mettraient pas en péril la vie. Dans une

²³ Karl Von Clausewitz, *op. cit.*

confrontation des volontés politiques, ces armes contribueraient à arrêter le développement de la crise, car l'autre saurait que la décision d'agir serait plus facile à prendre, alors que pour lui augmenterait l'incertitude quant à la réussite de son plan d'agression.

Certains experts nous prédisent que dans un délai de vingt à trente ans, les guerres pourront être conduites en quelque sorte à domicile avec une utilisation de plus en plus poussée de la virtualité comme arme de combat.

Les opinions publiques qui rejettent de plus en plus l'idée de violence armée, car létale, comme moyen politique, seront davantage enclines à accepter les interventions mettant en jeu des moyens non létaux, dans la mesure, bien sûr, où ceux-ci seront opérationnellement efficaces. Pour autant, les armes non létales ne sont pas la panacée. W.J. PERRY écrivait également dans sa directive de juillet 1994 :

« De nombreuses situations requièrent la présence de forces létales surpassant celles de l'adversaire... Il est important que le public comprenne bien que, de la même façon que les armes létales n'atteignent pas une parfaite létalité, on ne peut pas assurer que les armes non létales seront toujours capables d'éviter les morts et les dégâts involontaires ».

De plus, il serait temps, comme l'a rappelé le Président de la République lors de la guerre du Kosovo, de réapprendre aux opinions publiques, amies, neutres ou adverses, que l'usage de la force ne va pas sans risques de pertes humaines et de dégâts de part et d'autre.

Dans une conférence prononcée le 17 juin 1995 à Toulon, l'ingénieur général de l'armement Marc Desfourneaux livrait en guise de conclusion celle qu'il avait publié dans son livre l'année précédente²⁴ :

« La guerre technologique s'est superposée à la guerre millénaire, mais elle ne s'y est pas substituée. La technologie des armes a multiplié le pouvoir des hommes, mais elle ne les a pas supplantés. Même une nation peu industrialisée ne pourrait en aucun cas se dispenser du progrès technique pour assurer sa défense, mais le monde industrialisé s'est imaginé un peu vite qu'il pourrait, lui, se dispenser de ses hommes pour assurer la sienne. Comme a dit le général Patton : « Les guerres se font peut-être avec des armes, mais ce sont des hommes qui la gagnent ». ».

Cette conclusion tendrait à renforcer l'idée que les progrès liés au développement de la technologie sont un facteur important dans la victoire finale mais que celle-ci repose encore en priorité sur le facteur humain. Certes, la guerre zéro mort apparaît comme une utopie logique car la donnée démographique des pays les plus riches constitue le point faible, mais elle reste avant tout une utopie irréalisable pour l'instant.

Néanmoins, la guerre zéro mort se révèle être, de manière indiscutable, une contrainte incontournable et croissante qui pèsera de plus en plus fortement sur les options

²⁴ Marc Desfourneaux, *Guerre des armes – guerre des hommes*, Editions ADDIM, 1994.

stratégiques et tactiques retenues par les pays occidentaux. Cette contrainte s'impose désormais comme un nouveau principe essentiel dans l'art de la guerre.

Aussi, les responsables politiques, en s'appuyant sur certains responsables militaires qui cherchent à justifier des budgets menacés, ne doivent pas leurrer l'opinion publique : la guerre est et restera encore longtemps incompatible avec la promesse de zéro mort. Cette illusion pose même une question fondamentale : quel serait ce pays dont les valeurs ne mériteraient pas qu'on risque sa vie pour elles ? Finalement, toute la problématique de ce nouveau concept se trouve résumée dans la réponse à cette question fondamentale.

Annexe 1

Liste des critères de base de la « Presidential Directive Decision 25 » (PDD 25)

- 1- Définition de solutions politiques concrètes réalisables à court terme ;
- 2- Définition d'un calendrier destiné à atteindre les buts intermédiaires et finaux ;
- 3- Définition d'une stratégie intégrée coordonnant l'assistance humanitaire, les volumes de troupes requis et un budget prévisionnel ;
- 4- Que l'intervention de l'ONU serve les intérêts américains et qu'il y ait un intérêt international au règlement du problème ;
- 5- Qu'il existe une menace ou une rupture grave contre la paix et la sécurité internationale (agression, désastre humanitaire avec violence, interruption d'un régime démocratique ou atteinte aux droits de l'homme avec violence) ;
- 6- Que les objectifs et les missions soient clairement définis ;
- 7- Dans le cas d'opérations de maintien de la paix, un cessez-le-feu préalable doit être accepté par toutes les parties ;
- 8- Dans le cas d'opérations de rétablissement de la paix, la menace à la sécurité internationale doit être considérée comme significative ;
- 9- Les moyens humains, financiers et juridiques doivent être disponibles au préalable ;
- 10- Les conséquences de l'inaction doivent être considérées comme inacceptables ;
- 11- La durée de l'opération doit être étroitement liée à la détermination de critères réalistes de fin de mission.

Annexe 2

Liste des critères complémentaires de la « Presidential Directive Decision 25 » (PDD 25)

- 1- La participation militaire doit servir les intérêts américains et les risques occasionnés pour les personnels doivent avoir été considérés comme acceptables ;
- 2- Les moyens militaires humains, matériels et budgétaires doivent être disponibles ;
- 3- L'opération ;
- 4- Le rôle des forces américaines est lié à des objectifs clairs et à l'identification de critères de fin de mission ;
- 5- Le soutien de l'opinion et du Congrès doit être acquis ;
- 6- Les dispositions concernant le commandement et le contrôle de l'opération doivent être acceptables ;
- 7- En cas de combat, il faut qu'il existe la volonté d'engager des forces suffisantes pour atteindre les objectifs prévus ;
- 8- Qu'il existe un plan de réalisation permettant de les atteindre de manière décisive ;
- 9- Qu'il existe un engagement autorisant la réévaluation et l'ajustement de la taille et de la composition des forces utilisées, en tant que de besoin.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et études :

- Pierre Mesmer, Les blancs s'en vont, Albin Michel, 1999 ;
- Thérèse Delpech, La guerre parfaite, Flammarion, 1998 ;
- Sun Zi, L'art de la guerre, Economica, 1995 ;
- John Warden III, La campagne aérienne, planification en vue du combat, Economica, 1998 ;
- Bruno Colson, La stratégie américaine et l'Europe, Economica, 1997 ;
- Bernard Lavarini, Vaincre sans tuer, Stock, 1997 ;
- Loup Francard, Maîtriser la violence, Economica, 1999 ;
- François Géré, Demain la guerre, une visite guidée, Calmann-Lévy, 1997.

Rapports et communiqués :

- Commission de la défense nationale et des forces armées, Kosovo : une guerre d'exceptions, Rapport d'information n° 2022, 15 décembre 1999.

Articles et dossiers:

- Najman Maurice, Du maintien de l'ordre aux guerres de haute technologie, Le Monde diplomatique, février 1998 ;
- Bernard de Bressy, La guerre « zéro mort » : un rêve américain ?, Revue de la défense nationale, 1999 ;
- Dossier sur La puissance aérienne dans les conflits futurs, Revue de la défense nationale, juin 1999 ;
- Steve Wright, Vers la guerre sans morts ? L'hypocrisie des armes non létales, Le Monde diplomatique, décembre 1999 ;

- Alain Baer, *Les enseignements stratégiques de l'opération de l'OTAN au Kosovo*, Revue de la défense nationale, décembre 1999.

* * *